

Sarkozy et la fiscalité

Promesses intenables, solutions dérisoires, injustices sociales

Nicolas Sarkozy vient d'avancer ses propositions en matière de fiscalité. Elles révèlent une amnésie par rapport au bilan de la droite et confirment des choix marqués par l'injustice.

I) Une amnésie sur le bilan gouvernemental

Nicolas Sarkozy oublie le bilan du gouvernement dont il est le numéro deux depuis 2002 :

- la croissance et le pouvoir d'achat ont été divisés par deux : 1,5 %/an, contre 3 % entre 1997 et 2002 ; la majoration des heures supplémentaires au-delà de 35 heures hebdomadaires a été baissée de 25% à 10% ;
- les comptes publics ont été lourdement dégradés : + 300 Mds € de dettes depuis la mi-2002 ;
- le commerce extérieur est historiquement déficitaire : - 30 Mds € en 2006 (- 26,5 en 2005), alors que la France dégagait encore des excédents en 2002 ;
- l'emploi a stagné : la France a créé dix fois moins d'emplois (38 000/an) que sous la précédente législature (360 000/an);
- la précarité s'est développée : la part des CDD et de l'intérim représente 78 % des intentions d'embauche en 2006, contre 35 % en 2000 ;
- les prélèvements obligatoires ont augmenté : ils sont passés de 43,1 % à 44 % du PIB, soit une ponction supplémentaire de 17 milliards d'euros par an depuis 2005;
- les inégalités se sont accrues :
 - l'impôt sur le revenu a été massivement baissé au profit des catégories les plus aisées : 70 % des baisses de l'impôt sur le revenu ont bénéficié aux 10 % les plus aisés ;
 - le bouclier fiscal à 60 % a permis à 17 000 foyers fiscaux imposables à l'ISF de bénéficier d'une baisse de 350 millions d'euros, soit 20 600 euros en moyenne par an ;
 - la réforme de l'ISF (exonération de 75 % de la valeur des actions) a permis par exemple au détenteur d'un patrimoine de 15 millions d'euros d'acquitter 100 000 euros d'ISF en moins par an.



II) Un programme injuste : donner de l'argent à ceux qui en ont déjà le plus

Les dernières propositions de Nicolas Sarkozy ne marquent pas une rupture avec cette politique, mais bel et bien son prolongement et son accentuation :

1. Baisse de l'ensemble des impôts, taxes et cotisations de 70 milliards d'euros

Cette promesse est injuste et démagogique :

- **injuste** : elle repose sur des coupes dans les dépenses publiques prioritaires (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite) ou sur la création de nouveaux prélèvements injustes (institution d'une franchise de soins) ;
- **démagogique** : fidèle à la technique chiraquienne, Nicolas Sarkozy promet de baisser les prélèvements de 68 milliards d'euros, tout en réduisant les déficits et la dette sans affecter les dépenses prioritaires : promettant tout, il ne tiendra rien.
- **dangereuse** : avec une telle baisse des prélèvements obligatoires, la dette publique s'envolerait de nouveau, réduisant d'autant les capacités d'actions de l'État.

2. Suppression totale des cotisations sociales et de la fiscalité pesant sur les heures supplémentaires

Cette mesure, au coût de 4,6 milliards d'euros par an, serait très préjudiciable à l'emploi, dès lors qu'il deviendrait plus intéressant financièrement pour l'employeur d'imposer des heures supplémentaires que d'embaucher. C'est tout le contraire d'une politique de création d'emplois et de valorisation du travail.

3. Fin des droits de successions

Cette mesure favoriserait les 20 % de Français les plus aisés, qui sont les seuls à acquitter des droits de successions : le patrimoine d'une personne avec trois enfants est aujourd'hui exonéré de droits de succession en ligne directe si sa valeur est égale ou inférieure à 226 000 euros ;

4. Abaissement à 50 % du bouclier fiscal

Cette mesure coûterait entre 2 et 3 milliards d'euros par an à l'État et signerait la mort de l'ISF. Elles reviendrait en pratique à exonérer totalement la quasi totalité des redevables à l'ISF du paiement de l'impôt, puisque seuls les patrimoines supérieurs à 6 millions d'euros resteraient imposables. Cette mesure, dédiée aux 350 000 foyers qui disposent d'un patrimoine supérieur à 1,2 millions d'euros, favoriserait la rente et non le travail.

Avec Nicolas Sarkozy, l'argent va à l'argent !

